



HAL
open science

L'engagement russe aux Balkans : entre intérêts stratégiques et symboliques

Justin D Cook Maître

► **To cite this version:**

Justin D Cook Maître. L'engagement russe aux Balkans : entre intérêts stratégiques et symboliques. Géopolitique de la Russie : approche pluridisciplinaire, 2019. hal-04734780

HAL Id: hal-04734780

<https://hal.science/hal-04734780v1>

Submitted on 14 Oct 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'engagement russe aux Balkans : entre intérêts stratégiques et symboliques

Justin D. Cook
Maître de conférences en sciences politiques, ICP

L'Histoire nous montre l'importance stratégique et symbolique que la Russie accorde à la région des Balkans que ce soit pour des raisons sécuritaires, économiques ou bien identitaires, un attrait que les grandes puissances européennes ont également développé. Situés entre deux mondes, les Balkans représentent le chemin entre l'Europe et l'Eurasie. Lieu stratégique d'affrontement Est-Ouest, la région n'a jamais pu développer son propre système de sécurité et reste toujours vulnérable à bien des égards. Elle est également bien souvent divisée par des clivages ethniques, religieux et des aspirations territoriales. Depuis la fin de l'effondrement de l'URSS – que ce soit par choix ou par obligation –, les États balkaniques se sont progressivement tournés vers l'ouest. Entre les garanties sécuritaires de l'OTAN et les opportunités économiques de l'Union européenne, le bloc de l'Ouest représente une entité attractive et prospère. Le retour de la Russie sur l'échiquier géopolitique signifie toutefois qu'un choix alternatif existe pour les Balkans.

Les Balkans deviennent à nouveau symbole du clivage Est-Ouest. Le manque de *leadership* et d'engagement du nouveau président américain dans les affaires européennes, et notamment vis-à-vis de l'OTAN, semble confirmer que les Balkans ne figurent toujours pas au rang des priorités de Washington. Toutefois, à la différence des conflits gelés, comme celui de la Moldavie, le conflit russo-ukrainien démontre que la sécurité et la paix européennes peuvent être en jeu. La posture américaine vise à se montrer ferme sur la scène européenne¹ et a adopté une rhétorique antirusse qui domine les médias. Depuis la fin de la Guerre froide, « l'affrontement » Est-Ouest n'est pas nouveau, même si certaines périodes ont été plus propices à la coopération que d'autres, comme celle d'après les attentats du 11 septembre 2001. Depuis, des affrontements se sont déroulés en Moldavie en 2003 avec la fin du Mémorandum de Kozak, à l'occasion des Révolutions de couleur (la Géorgie en 2003, l'Ukraine en 2004), et lors de la guerre russo-géorgienne en 2008. Les Balkans se retrouvent à nouveau plongés au cœur d'une confrontation

¹ Sous la présidence de Barack Obama et en coopération avec les alliés européens, des sanctions économiques ont été imposées à la Russie, et l'OTAN a déployé ses troupes dans les États baltes et en Pologne, véritable démonstration de force et de dissuasion.

entre les politiques européennes et russes, une situation qui soulève une fois de plus la question des capacités (non-)conventionnelles de l'OTAN à défendre la région². Les Balkans apparaissent donc comme l'une des derniers « refuges » russes (aux côtés de la Biélorussie) en Europe³. Quant à la Serbie, celle-ci reste une alliée clef de Moscou dans la région bien qu'elle reste divisée par le Kosovo qui bénéficie du soutien des États-Unis (EU). La reconnaissance du Kosovo par les États-Unis en 2008 a ainsi entraîné une réponse de la part de la Russie qui a, en retour, reconnu l'Abkhazie et l'Ossétie du sud après sa guerre avec la Géorgie⁴.

La volonté russe de propager ou d'assurer le maintien de son influence au sein des Balkans a toujours offert à la Russie la possibilité d'effectuer des gains absolus en matière économique, énergétique et sécuritaire, même s'ils n'ont pas toujours été au premier plan. En effet, c'est au fil du temps que Moscou a manifesté un intérêt tout particulier pour les détroits turcs (Bosphore et Dardanelles). La menace que représentaient les Empires ottoman, habsbourgeois et l'Allemagne a joué un rôle très important, en poussant la Russie à défendre ses intérêts. Au-delà de ces visées utilitaristes, les Balkans posent également des défis symboliques à la Russie. L'implication des grandes puissances aux Balkans n'a pas été uniquement considérée comme une menace sécuritaire mais comme une véritable mise en péril de son statut de protecteur des peuples slaves. La fin de la guerre froide a laissé une Russie affaiblie sur le plan international et a soulevé de nouveaux enjeux au détriment des relations américano-russes. L'apaisement des craintes sécuritaires dans le nouveau monde unipolaire n'a pas pour autant réduit les craintes symboliques pour la Russie. En effet, Moscou a été immédiatement soumis à une politique américaine expansionniste en Europe, qui s'est rapidement tournée vers les Balkans. Alors que la Russie bénéficiait d'une latitude importante pour gérer les conflits de l'espace post-soviétique dans les années 1990 (Azerbaïdjan, Géorgie, Moldavie et Tadjikistan), elle fut écartée par les États-Unis de la gestion du conflit dans les Balkans. En 1999, les bombardements de l'OTAN en Serbie, sans résolution onusienne ni consultation de la Russie, ont été perçus comme un acte d'agression. Cette intervention a été considérée comme une forme de non-reconnaissance du rôle historique de la Russie dans la région. Pour Moscou, cette décision est une véritable humiliation, synonyme du déclin de la grande puissance russe qui figurait jusque-là au deuxième rang derrière

² David A. Shlapak, Michael W. Johnson, « Reinforcing Deterrence on NATO's Eastern Flank : Wargaming the Defense of the Baltics », *RAND Corporation*, 2016, p. 15.

³ Les États baltes faisant partie de l'OTAN et de l'UE, l'Ukraine déjà séparée de la Russie et semblant « perdue » définitivement.

les États-Unis. Point de départ d'une politique d'ingérence occidentale, les Balkans deviennent à nouveau centre de toutes les tensions après une série de crises⁵.

Il s'opère ainsi dans les années 1990 une transition des relations coopératives Est-Ouest : le glissement d'une Russie relativement passive à une Russie plus agressive, qui va constituer un véritable défi pour les États-Unis et l'Union européenne (UE). Certes, le retour de la Russie sur la scène internationale peut s'expliquer en partie par son opposition à un monde unipolaire américain⁶, mais c'est également la non-reconnaissance de son statut de grande puissance⁷ – l'exclusion des structures sécuritaires européennes, les humiliations subies⁸ et l'empiétement⁹ de ses zones d'influence – qui l'a conduite à se repositionner dans les Balkans. La non-reconnaissance¹⁰ de la Russie à travers l'histoire est une source de conflit. En effet, le statut de ce pays s'est vu constamment rétrogradé. Les actes humiliants à l'égard d'un État et de son dirigeant sont étroitement liés à la façon dont les acteurs se perçoivent et à la manière dont ils sont traités par les autres. Ces actes peuvent donc être considérés comme des attaques contre l'identité de l'État, contre sa souveraineté ou son statut de grande puissance. L'humiliation peut également signifier une perte de crédibilité pour un dirigeant et tout particulièrement au regard du sentiment national de la population. Être victime d'un fort acte de non-reconnaissance qui se

⁵ La Moldavie en 2003, la Révolution orange de 2004, la Révolution des Roses de 2005, la Guerre russo-géorgienne de 2008 et le Conflit en Ukraine depuis 2014.

⁶ En faisant référence à son opposition à la Guerre d'Irak de 2003, le Président Vladimir Poutine s'est exprimé ainsi : « [...] Si nous voulons que le monde soit plus prévisible et ainsi plus sécurisé, il doit être multipolaire, et tous les participants aux relations internationales doivent se conformer à certaines règles, à savoir les règles de droit international », Interview avec TF1, *The Kremlin*, Paris, 11 février 2003.

⁷ Au sujet de la non-reconnaissance de la Russie et des humiliations, voir : Angela Stent, *The Limits of Partnership : U.S.-Russian Relations in the Twenty-First Century*, Princeton University Press, 2014.

⁸ L'ultimatum de l'OTAN imposé à la Serbie en 1994, l'intervention de l'OTAN dans les Balkans en 1999 et l'accord « saboté » du Mémoire de Kozak par les diplomates américains en 2003. Selon l'ancien chef de mission de l'OSCE en Moldavie, William Hill, c'est cet événement qui a déclenché la crise qu'on connaît aujourd'hui entre les États-Unis et la Russie.

⁹ Le soutien des révolutions de couleur en Géorgie et en Ukraine et l'adhésion au sein de l'OTAN, la reconnaissance du Kosovo, et l'installation de la défense anti-missile.

¹⁰ Le processus interactif de la (non-)reconnaissance entre les acteurs se fonde avant tout sur le désir d'un acteur de faire valoir ou de faire valider son image ou son identité par un autre acteur. Lorsqu'un acteur cherchant à être reconnu transmet une image qui est représentative de lui-même à un autre acteur, sa (non-)reconnaissance ne peut s'effectuer qu'à partir du moment où il reçoit un retour positif ou négatif sur son image d'origine. Ce retour ou cette réponse renvoyée doit être équivalente ou supérieure de manière positive au regard de l'image ou de l'identité envoyée à l'origine. Donc, au sein de ce processus, la reconnaissance est en réalité un acte, une forme de confirmation, d'acceptation ou de respect de l'autre. C'est également de reconnaître ce que quelqu'un représente ou l'acte de reconnaître quelqu'un comme légitime ou égal. En l'occurrence, la non-reconnaissance se présente sous la forme du rejet, de l'exclusion ou même de l'humiliation de l'autre. Comme explique Thomas Lindemann, « S'il existe une équivalence approximative entre notre image revendiquée et comment nous sommes traités, c'est-à-dire si les autres nous traitent selon ce que nous nous considérons, notre image de nous-même est reconnue. » LINDEMANN, Thomas, *Causes of War: The Struggle for Recognition*, ECPR Press, Colchester, 2010, p. 9.

traduit en humiliation et ne permet pas de sortie politique digne d'un dirigeant peut inciter un acteur à recourir à la guerre afin de sauver l'honneur ou la face, même si les rapports de forces ne lui sont pas favorables¹¹.

Ainsi, pour saisir toute l'importance de cette région pour la Russie, il semble essentiel de comprendre concrètement l'historique des événements majeurs. Dans une perspective constructiviste, il s'agira aussi d'observer le rôle des mécanismes et des intérêts russes pour mieux appréhender les défis symboliques que constituent les Balkans pour la Russie.

L'exclusion sécuritaire et les défis symboliques d'une grande puissance

« [...] La Russie, liée par la foi et le sang aux peuples slaves et fidèle à ses traditions historiques, n'a jamais considéré leurs destins avec indifférence... Aujourd'hui, ce n'est pas seulement la protection qui doit être accordée à un pays qui nous est associé et qui est injustement attaqué, mais nous devons sauvegarder l'honneur, la dignité, et l'intégrité et la position de la Russie parmi les grandes puissances¹² ». Le partage d'une identité commune s'explique par de nombreux liens historiques, identitaires et religieux, comme l'expliquait déjà le Tsar Nicolas II en 1914, mais le rôle identitaire de la Russie comme protecteur de la région a été également déterminé par de l'opposition occidentale. Depuis que la Russie est capable d'exercer son influence dans la région, les défis européens auxquels elle a dû faire face ont toujours joué un rôle important dans la construction identitaire russe¹³. Comme le soulignait l'ancien Premier ministre russe, Andreï Kozrev : « Dans la politique étrangère russe, le nationalisme – le patriotisme – sont définis par l'opposition à l'occident¹⁴ » – opposition qui a toujours été constante dans la lutte d'influence au sein des Balkans. À travers les siècles, les actions européennes dans Balkans ont été considérées comme des attaques permanentes à l'égard de la Russie et de son statut de grande puissance. Les humiliations et les ultimatums¹⁵, l'ingérence et

¹¹ Sur le rôle de la non-reconnaissance comme source de conflits en relations internationales, voir Thomas Lindemann, *Sauver la face, Sauver la Paix : Sociologie Constructiviste des crises Internationales*, L'Harmattan, 2010.

¹² Barbara Jelavich, *Russia's Balkan entanglements : 1806-1914*, Cambridge University Press, 1991, p. 275.

¹³ Voir à cet égard : Magda Leichtova, *Misunderstanding Russia : Foreign Policy and the West*, Ashgate, 2014.

¹⁴ Susan B. Glasser, « Mister No : Sergei Lavrov and the blunt logic of Russian power », *Foreign Policy Magazine*, 29 avril 2013.

¹⁵ Il est très intéressant de regarder les effets néfastes de l'imposition des ultimatums en relations internationales. Les États militairement inférieurs, et donc dans une position de faiblesse, peuvent rejeter un ultimatum imposé en sachant que cette action mènera à leur fin. Tel était le cas pour les ultimatums posés aux acteurs plus faibles. Athènes envers Mélos et puis Sparte envers Athènes. Dans chacune de ces deux situations, un ultimatum était

les politiques coercitives et menaçantes ont mis régulièrement à l'épreuve le rôle identitaire du pays. « La politique étrangère russe s'est longtemps appuyée sur le concept de la Russie comme superpuissance internationale, [...] un trait permanent de l'identité russe¹⁶ ». L'engagement de l'Empire russe dans les Balkans lui a permis de confirmer sa position de grande puissance¹⁷ face à celles de l'Occident.

À travers l'Histoire, les tentatives américaines ou européennes visant à écarter l'influence russe de la région ont été considérées comme des formes de non-reconnaissance du droit de la Russie à intervenir dans ce qu'elle considère être sa zone d'influence. Cette non-reconnaissance s'est notamment caractérisée par l'exclusion et les humiliations de la Russie, en particulier lorsqu'elle n'était pas en mesure de répondre directement par la force armée lors des actes d'ingérence étrangère dans les Balkans¹⁸. L'influence russe dans les Balkans est une expression de son statut de grande puissance, synonyme d'un statut d'égalité avec les autres grandes puissances. La lutte russe pour maintenir sa présence dans cette région a été très souvent contestée¹⁹. Le déni de ce « droit » a provoqué à maintes reprises un sentiment d'exclusion et de vulnérabilité, et en conséquence des réactions violentes de la Russie cherchant plus que jamais à lutter pour conserver ce dernier bastion d'influence.

En 1908, l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Empire austro-hongrois, s'est traduite en affront²⁰ pour la puissance russe lorsque l'Allemagne lui a imposé un ultimatum²¹. Lors de la

imposé par un acteur fort envers un acteur faible. Les conditions humiliantes des ultimatums ont conduit à les rendre inacceptables. Athènes a ainsi envahi l'Île de Mélos, menant au massacre de ses habitants. Cette situation s'est répétée à nouveau lorsqu'Athènes a refusé l'ultimatum de Sparte. De la même manière, quand le Président George W. Bush a exigé que Saddam Hussein et ses fils quittent l'Irak dans les quarante-huit heures, S. Hussein a alors décidé de sauver la face et de perdre la guerre au lieu d'être humilié par son ennemi.

¹⁶ Magda Leichtova, *Misunderstanding Russia : Foreign Policy and the West*, *op. cit.*, p. 12.

¹⁷ James Headley, *Russia and the Balkans : Foreign Policy from Yeltsin to Putin*, *op. cit.*, p. 10.

¹⁸ *Ibid.*, p. 23.

¹⁹ *Ibid.*, p. 47.

²⁰ Michelle Murray, « Construction the July Crisis : The Practice of Recognition and the Making of the First World War », Christopher Daase et al. (éds.), *Recognition in International Relations : Rethinking a Political Concept in a Global Context*, Palgrave Macmillan, 2015, p. 76.

²¹ L'Autriche et la Russie s'étaient initialement mises d'accord sur l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche et son soutien vis-à-vis des réclamations russes des détroits turcs. Toutefois, avant que l'accord soit réalisé, l'Autriche avait déjà réussi à prendre la Bosnie-Herzégovine, et la Russie s'est retrouvée sans soutien. Par conséquent, la Serbie, l'alliée de la Russie, a menacé l'Autriche d'entrer en guerre contre elle en raison des revendications territoriales contre l'annexion. En retour, en mars 1909, l'Allemagne a imposé un ultimatum dans lequel elle exigeait que la Russie accepte l'annexion ou risque la guerre. Incapable de faire face aux deux grandes puissances européennes, la Russie a dû accepter les demandes et a ainsi perdu la face. Alan Ned Sabrosky, « From Bosnia to Sarajevo : A Comparative Discussion of Interstate Crises », *The Journal of Conflict Resolution*, vol. 19, n°1, p. 4-5.

crise de juillet 1914, la Russie n'était pas donc prête à subir une nouvelle humiliation²². Cette fois-là, l'ultimatum de l'Empire austro-hongrois imposé à la Serbie fut rejeté, ce qui a impliqué un *casus belli*. Moscou, fidèle allié et protecteur de la Serbie, n'avait d'autre choix que celui d'une réponse belliqueuse. À noter également qu'en 1994, sans avoir consulté la Russie, l'OTAN a enjoint à la Serbie de cesser les bombardements sur Sarajevo, impliquant l'intervention pacifique de la Russie dans le conflit. Afin d'éviter les frappes américaines sur les positions serbes, la Russie a fait appel à l'ONU pour déployer ses forces de maintien de la paix. Ainsi, non seulement la Russie a empêché l'intervention des EU dans la région, mais a pu également sauver la face²³. À cet égard, l'ancien ambassadeur, Vitali Tchourkine, a ainsi expliqué : « L'occident devrait tirer une leçon de la crise bosnienne actuelle quand elle sera terminée... Et la leçon est que la Russie devrait être traitée comme un partenaire égal [...]»²⁴.

En outre, les bombardements par l'OTAN sur la Serbie en 1999 ont entraîné les mêmes sentiments d'exclusion la Russie²⁵. Cet événement a marqué un véritable tournant dans la politique étrangère russe concernant les Balkans²⁶. En effet, cette intervention a été effectuée sans accord de l'ONU et sans consultation de la Russie, niant ainsi son statut de grande puissance russe. « La Russie était traitée publiquement comme une grande puissance, autorisée à en maintenir l'apparence, à condition qu'elle n'agisse pas comme telle²⁷ ». Le Premier ministre russe, Evgueni Primakov, en route vers Washington, décida de dévier son avion et de revenir à Moscou en signe de désaccord²⁸. Contrairement à l'intervention de 1995, celle de 1999 a déclenché la première grande crise de l'après-guerre froide entre Moscou et Washington.

Ces différents cas de figure démontrent que les offenses sont, à chaque fois, un facteur déclencheur de conflit entre Moscou et l'Occident dans la mesure où elles font « perdre la face » à la Russie à travers le non-respect de sa position sur la scène internationale. Ces événements

²² James Headley, *Russia and the Balkans : Foreign Policy from Yeltsin to Putin*, op. cit., p. 23.

²³ Paul Kubicek, « Russian Foreign Policy and the West », *Political Science Quarterly*, vol. 114, n°4, Winter 1999-2000, p. 552. À cet égard, voir également Lenard J. Cohen, « Russia and the Balkans : Pan-Slavism, Partnership and Power », *International Journal*, Vol. 49, n° 4, Russia's Foreign Policy, Autumn 1994, p. 837-838.

²⁴ Olivier Wates, « Kremlin declares Bosnia role a diplomatic triumph », *Reuters News*, 21 février 1994.

²⁵ Viktor Gobarev, « Russia-NATO relations after the Kosovo crisis : Strategic implications », *The Journal of Slavic Military Studies*, vol. 12, n°3, p. 11 et Robin Blackburn, « Kosovo : The War of NATO Expansion », *New Left Review*, n°235, 1999, p. 115.

²⁶ Christian Nünlist, « The Western Balkans Between Europe and Russia », *Center for Security Studies (CSS)*, n°170, mars 2015, p. 1-2.

²⁷ Slavoj Žižek, « Against the Double Blackmail », *Third Text*, vol. 13, n°47, 1999, p. 50.

²⁸ William H. Hill, *Russia, the Near Abroad, and the West : Lessons from the Moldova-Transdnestrian Conflict*, Woodrow Wilson Center Press/The John Hopkins University Press, 2012, p. 25.

signifient en effet une perte de crédibilité pour la puissance russe et ce même au sein de sa population.

Les Balkans : la garantie d'une sécurité régionale

« Ce n'est pas ce qu'offrent les Balkans, mais où ils mènent²⁹ ». Les Balkans n'ont pas toujours été la priorité principale de la Russie pour garantir sa sécurité autour et dans la Mer Noire. Son intérêt premier a toujours semblé être de nature économique et sécuritaire vis-à-vis des détroits turcs du Bosphore et des Dardanelles. Sous le régime tsariste de la Russie, le contrôle de ces deux détroits était un objectif clef pour le pays afin d'assurer les échanges commerciaux entre la Mer Noire et la Méditerranée. Ses tentatives d'assurer un passage sûr et libre pour l'exportation des grains mais aussi pour affirmer sa puissance navale se sont souvent heurtées aux puissances européennes qui s'intéressaient elles aussi aux bienfaits économiques et militaires de ces deux bras de mer³⁰. Pour garantir les échanges, le maintien d'un accès à la Mer Noire et d'un passage sécurisé par les détroits turcs était donc essentiel³¹. À cet égard, les Balkans sont devenus une zone spéciale d'intérêt stratégique pour protéger les détroits, conduisant la Russie à développer une politique de soutien à la Grèce, à la Serbie et à la Bulgarie contre les Ottomans et l'Autriche. Parmi les multiples guerres russo-turques, au moins trois ont été directement déclenchées en lien avec les Balkans et les détroits turcs : la guerre russo-turque de 1828-1829, la guerre de Crimée de 1853-1856 et le conflit russo-turc de 1877-1878. La défaite de la Russie dans la guerre de Crimée a démontré que la région constituait un point éminemment stratégique pour sécuriser l'accès de la Russie aux détroits : tant que les Balkans restaient vulnérables aux puissances européennes, aucun couloir sécurisé ne pouvait être garanti. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, l'invasion allemande des Balkans par la voie terrestre a été une source d'inquiétude historique pour la Russie, témoignant de nouveau de toute la fragilité de cette région. De 1941 à 1944, la Roumanie, qui faisait partie des forces de l'axe, a repris le contrôle de l'ensemble de la Bessarabie (la Moldavie), et l'a annexée. Le conflit gelé moldo-pridnestrovien, dans lequel les forces militaires russes sont toujours engagées, montre que

²⁹ Jan Muš, « Peripheral Position of the Balkans and its Future with Russia », Jan Muš (éd.), *Russia in the Balkans. Threat or Opportunity ?*, Instytut Europy Środkowo-Wschodniej, Yearbook of the Institute of East-Central Europe, vol. 13, n°5, 2015, p. 110.

³⁰ Chrēstos L. Rozakēs et Petros N. Stagos, *The Turkish Straits*, Martinus Nijhoff Publishers, 1987, p. 16-26.

³¹ David MacKenzie, « Russia's Balkan politics under Alexander II, 1855-1881 », Hugh Ragsdale (ed.), *Imperial Russian Foreign Policy*, Cambridge University Press, 1993 p. 220 et James Headley, *Russia and the Balkans : Foreign Policy from Yeltsin to Putin*, Hurst Publishers Ltd., 2008, p. 23.

les Balkans sont au cœur des questions sécuritaires Est-Ouest. Le Groupe opérationnel des forces russes (GOFR), installé dans la région depuis 1956³², a accumulé des stocks massifs d'armes et d'équipements militaires afin de se doter d'une incontournable puissance dans la région, permettant une mobilisation militaire rapide vers les Balkans lors de la Guerre froide³³.

L'ingérence transatlantique

Malgré les tensions ravivées entre les États-Unis et la Russie sur le plan sécuritaire, nous sommes toujours très loin du niveau de tension connu lors de la Guerre froide. La menace sécuritaire est néanmoins présente pour la Russie en raison des tentatives occidentales visant à l'écarter de sa zone d'influence. Les politiques expansionnistes de l'OTAN et de l'UE confirment la rivalité existante. L'ingérence transatlantique dans la zone russe se manifeste à travers les tentatives d'écarter la Russie de la région dans les domaines sécuritaires, économiques et énergétiques.

Depuis de la fin de la Guerre froide, les tentatives américaines d'expansion de sa zone d'influence en Europe afin d'assurer la sécurité européenne sont perçues par la Russie comme un moyen d'affaiblir sa sécurité et d'inciter à la russophobie³⁴. L'OTAN – créé initialement pour empêcher la propagation du communisme lors de la guerre froide – trouva sa raison d'être grâce aux interventions dans les Balkans en 1994 et en 1999, tout en redéfinissant sa « zone d'opération ». En effet, la construction européenne et l'OTAN ne cherchent pas à créer une place pour la Russie, en témoigne notamment le processus d'élargissement à l'Est, qui cible les anciennes alliées de la Russie³⁵.

³² Connue auparavant comme la 14^e armée russe. *Case of Ilascu and Others v. Moldova and Russia*, Application n°48787/99, European Court of Human Rights, Strasbourg, 8 juillet 2004, p. 9 et Trevor Waters, « Security in post-Soviet Moldova », p. 133-150 ; P. Graeme Herd, Jennifer D.P. Moroney, (éds.), *Security Dynamics in the Former Soviet Bloc*, Routledge Curzon, 2003, p. 140.

³³ Depuis l'époque soviétique, la 14^e armée russe avait importé d'importants stocks d'armes et d'équipements militaires afin de se doter d'une incontournable puissance dans la région militaire d'Odessa. Comme l'a expliqué le général russe Lebed, « la Pridnestrovie est la clef des Balkans ». Trevor Waters, « Moldova : continuing recipe for instability », *Jane's Intelligence Report*, 1^{er} septembre, 1996, p. 42-43, tiré de l'article de Vlada Tkach, « Moldova and Transdnistria : Painful Past, Deadlocked Present, Uncertain Future », *European Security*, vol. 8, n°2, Spring 1999, p. 151. Voir également William H. Hill, « Making Istanbul a Reality : Moldova, Russia and the Withdrawal from Transnistria », *Helsinki Monitor*, n°2, 2002, p. 133.

³⁴ Konstantin Kosachev, « Values for the Sake of Unification », *Russia in Global Affairs*, 9 avril 2010.

³⁵ *Ibid.*

La défense anti-missile à l'épreuve des relations transatlantiques-russes

Dans un contexte de guerre contre le terrorisme après les attentats du 11 septembre 2001, le Président américain George W. Bush décida d'installer la défense anti-missile américaine³⁶ sur le sol européen³⁷ afin d'assurer la sécurité des États-Unis et de l'Europe contre les « États voyous », tels que l'Irak, l'Iran, la Syrie et la Corée du Nord. Particulièrement troublant pour Moscou, cet événement a constitué une source de tension majeure. En dépit des efforts américains pour rassurer³⁸ Moscou quant aux cibles et à la capacité du système, la Russie proclama que ce dispositif pourrait mettre en péril sa force stratégique de dissuasion nucléaire³⁹ par le développement technologique, l'augmentation des intercepteurs, mais également par la surveillance des forces militaires russes. Son argument central consistait à déclarer que les intercepteurs positionnés près des frontières russes pouvaient atteindre une vitesse supérieure aux missiles russes et par conséquent étaient en mesure de les intercepter, un argument rejeté par les experts américains et de l'OTAN⁴⁰. En réaction, la Russie a alors directement menacé de viser la Pologne si un conflit venait à éclater en Europe⁴¹.

À partir de 2008, l'arrivée du Président Barack Obama a été synonyme d'une nouvelle approche visant à redémarrer les relations avec la Russie. Les deux pays se sont rapidement accordés sur un nombre d'enjeux sécuritaires comme le retrait des intercepteurs de Pologne, le traité New START⁴² et un accord relatif à l'envoi d'uranium enrichi iranien en Russie⁴³.

³⁶ Signé en 1972, le Traité Anti-Balistique Missile (ABM) a limité les EU et l'URSS au déploiement d'un système anti-missile, l'idée étant de réduire le sentiment d'insécurité et donc de contrôler la course aux armements en assurant que les deux camps restent vulnérables à un scénario de deuxième frappe. L'accord était considéré comme le pilier de la dissuasion nucléaire. Les EU se sont retirés de cet accord en juin 2002 afin de pouvoir légalement poursuivre le projet, la Russie a suivi en 2007.

³⁷ Des intercepteurs en Pologne, Bulgarie et Roumanie et un centre de radar en République tchèque.

³⁸ La Secrétaire d'État, Condoleezza Rice et le Secrétaire de la Défense des États-Unis, Robert Gates expliquaient que le système « est orienté contre un ennemi potentiel, doté d'un petit arsenal, qui essaierait de faire chanter notre peuple, de semer le chaos et de saper notre volonté collective. Ce système ne sert à rien contre un énorme arsenal de missiles nucléaires et balistiques, tel que celui que possède la Russie », Lionel Beehner, « Russia's Beef with Regional Arms Control », *Council on Foreign Relations*, 16 juillet 2007.

³⁹ Dmitry Medvedev, « Statement in Connection with the Situation Concerning the NATO Countries' Missile Defence System in Europe », *The Kremlin*, Gorki, 23 novembre 2011.

⁴⁰ Roberto Zadra, « NATO, Russia and Missile Defence », *Survival*, vol. 56, n° 4, p. 52-54. À cet égard, voir Dean A. Wilkening, « Does Missile Defence in Europe Threaten Russia ? », *Survival*, vol. 54, n° 1, p. 31-52.

⁴¹ Shaun Waterman, « Russia threatens to strike NATO missile defense sites », *The Washington Times*, 3 mai 2012.

⁴² Le Traité « New Start » signé entre les États-Unis et la Russie le 8 avril 2010 s'inscrit dans la continuité du Traité de réduction des armes stratégiques I (START I). Le New Start prévoit la réduction et la limitation des armes stratégiques offensives comme les missiles balistiques (nucléaires) intercontinentaux pendant une période de dix ans.

Toutefois, ces initiatives furent très vite réduites à néant lorsque Moscou envahit la Crimée en février 2014. Dans ce contexte, les États-Unis donnèrent leur feu vert pour déployer des intercepteurs bien plus sophistiqués. Réticente à la mise en place de ce projet sans la Russie⁴⁴, la Bulgarie ne verra jamais le système installé sur son territoire. Soutenant d'une manière générale la protection fournie par le dispositif, elle reste toutefois ouverte à la question de l'accueil des intercepteurs à condition que le projet soit traité directement en concertation avec la Russie.

La sécurité énergétique

Les tentatives de l'Ouest visant à étendre son influence se manifestent également par des mesures cherchant à empêcher la prise du marché énergétique par la Russie au sein des Balkans. La Russie fournit à l'Union européenne autour de 34 % des besoins énergétiques en matière de gaz naturel⁴⁵. Au-delà de ce chiffre révélateur, ce qui rend particulièrement puissante la Russie dans le marché énergétique de gaz naturel, c'est sa capacité à exercer cette puissance à travers sa politique étrangère. En l'absence d'une réelle concurrence américaine et européenne, la Russie cherche non pas à maintenir mais à étendre son influence énergétique⁴⁶. Cette expansion prend différentes formes, que ce soit la construction de nouveaux gazoducs ou l'achat d'infrastructures ou d'entreprises étrangères⁴⁷ dont elle n'est pas propriétaire⁴⁸, par la réduction des subventions énergétiques (Biélorussie en 2006), par des leviers comme le lobbying, la variation des prix, les non-paiements et échanges de dettes⁴⁹.

⁴³ Peter Baker, « In secret letter, Obama offered deal to Russia », *The New York Times*, 3 mars 2009.

⁴⁴ « Parvanov to Bush: Bulgaria Backs Any Shield Not Aimed at Third Country », *Novinite.com*, 11 juin 2007. À l'égard de la coopération sur la défense antimissile en Europe, le Conseil OTAN-Russie au Sommet de Lisbonne en 2010 a justement été créé pour traiter les questions de sécurité européenne. Bien que le Conseil ait pris fin à cause de l'intervention russe en Ukraine, Moscou s'était déjà opposé à un projet qui ne semblait pas répondre aux intérêts sécuritaires du pays. Cf. : « Moscow Needs More Predictability in NATO Missile Defense Plans », *RIA Novosti*, 23 octobre 2013.

⁴⁵ Le Norvège se situe à la deuxième place des exportations de gaz vers l'UE à 24 %. Cf. Elena Mazneva et Anna Shiryayevskaya, « Putin's Russia Seen Dominating European Gas for Two Decades », *Bloomberg.com*, 1^{er} mars 2017.

⁴⁶ Il serait naïf de croire qu'une interdépendance énergétique existe entre la Russie et les États balkaniques ou même européens.

⁴⁷ En 2006, Gazprom a acheté 50 % de l'entreprise moldave Moldogaz et a également acquis 72 % de l'entreprise ArmRosGazprom en Arménie.

⁴⁸ Le gazoduc de Yamal en Biélorussie et Pologne et la construction du gazoduc Nord Stream de la Mer Baltique vers l'Allemagne.

⁴⁹ Il faut toutefois noter que l'arme énergétique dans la politique étrangère a été rapidement développée après l'effondrement de l'URSS lorsque la Russie a perdu le contrôle de ses atouts énergétiques dans l'espace post-soviétique. C'est surtout dans les années 2000 que Moscou a cherché à maximiser les gains économiques et a perçu

Le domaine énergétique constitue pour Moscou un pilier décisif dans le maintien de sa position dominante dans les Balkans, notamment en Serbie, en Bosnie-Herzégovine et en Macédoine. En 2016, les exportations vers les Balkans représentaient 9,9 milliards de mètres cube de gaz, soit 5,5 % des exportations totales de la Russie vers l'Europe⁵⁰. Comme les États européens, ceux des Balkans ont des besoins énergétiques différents. Toutefois, la Russie rencontre de nombreux problèmes dans le secteur. Les crises gazières de 2006, de 2009 et de 2014 ont relevé plusieurs défis importants pour la Russie au niveau de sa crédibilité en tant que fournisseur, suite aux effets néfastes de coupures dans l'exportation de gaz. En 2006, les approvisionnements de gaz ont été interrompus vers les pays des Balkans comme la Bosnie-Herzégovine, la Croatie et la Serbie, mais aussi vers l'Italie, la Roumanie et la Pologne. En raison de la crise gazière de 2009, la Bulgarie a menacé de mettre fin au projet « South Stream » afin de réduire sa dépendance au gaz russe⁵¹. La crise russo-ukrainienne de 2014 a entraîné une interruption de l'approvisionnement en gaz naturel vers l'Europe et notamment vers les États balkaniques (à la hauteur de 100 % pour la Bulgarie et la Serbie et de 50 % pour la Slovénie et la Grèce). Même si certains pays comme la Serbie sont fortement dépendants du gaz russe, les difficultés rencontrées ont progressivement poussé les États à se tourner vers des sources alternatives d'approvisionnements comme la Norvège et même les États-Unis.

Néanmoins, les difficultés n'ont pas toutes pour origine les problèmes l'approvisionnement russe⁵². On observe en effet, qu'une politique active transatlantique vise à empêcher la Russie d'augmenter son influence dans la région. La Russie rencontre une opposition accrue de la part des États-Unis et en particulier de l'Union européenne qui fut l'obstacle principal à la finalisation du gazoduc « South Stream⁵³ » en raison de la législation « antitrust ». En proposant une route alternative de transport à celle passant par l'Ukraine et la Biélorussie⁵⁴, ce projet présentait des avantages considérables pour la Russie, permettant notamment d'approvisionner l'ensemble des

l'utilité stratégique d'une telle politique. Cf. Andrey Vavilov, *Gazprom : An Energy Giant and Its Challenges*, Palgrave Macmillan, 2015, p. 105-107.

⁵⁰ Les exportations vers la Turquie, atteignent quant à elles 19,4 %. « Gas Supplies to Europe », *Gazprom Export*, 2016.

⁵¹ Andrey Vavilov, *Gazprom : An Energy Giant and Its Challenges*, op. cit., 2015, p. 188.

⁵² Alexander Gusev, Kirsten Westphal, « Russian Energy Policies Revisited », *Stiftung Wissenschaft und Politik*, SWP Research Paper 8, 2015, p. 15.

⁵³ Le gazoduc South Stream était un projet soutenu par la Russie, passant par la Mer Noire, la Bulgarie, la Serbie afin d'approvisionner la Hongrie, la Bosnie-Herzégovine, et la Croatie.

⁵⁴ John Roberts, « After the war : the Southern Corridor », Adrian Delleker, Thomas Gomart, *Russian Energy Security and Foreign Policy*, Routledge, 2011, p. 108.

Balkans (notamment vers la Bulgarie et la Serbie), mais aussi l'Italie et l'Europe centrale. Cette opposition européenne ira toutefois plus loin que les lois « antitrust », en particulier avec l'annexion de la Crimée par la Russie qui jouera un rôle essentiel⁵⁵. De plus, dans le cadre de l'initiative de la Commission européenne de création d'un « Corridor gazier sud-européen » visant à réduire la dépendance énergétique accrue vis-à-vis de la Russie et à renforcer sa sécurité énergétique, l'Union européenne soutient notamment le nouveau projet de gazoduc « Trans Adriatic Pipeline (TAP) ». Prévu pour 2019, ce projet devrait s'étendre de la Mer Caspienne à la Turquie, en passant par la Grèce, l'Albanie et l'Italie afin de fournir autour de 2 % des besoins énergétiques européens.

Conclusion

L'humiliation de la Russie et l'ingérence occidentale au sein des Balkans s'est effectuée par une politique expansionniste de l'OTAN et par son exclusion des grandes instances et des décisions internationales et européennes⁵⁶. Dans le contexte d'un monde unipolaire et de la prédominance militaire américaine, dès 1993 la Russie souhaitait que les puissances européennes et les États-Unis reconnaissent son statut de grande puissance et la traite comme une égale⁵⁷. Cette volonté était mise en évidence à travers une politique étrangère et intérieure russe considérée comme internationaliste, coopérative et néolibérale. Les politiques dissuasives et coercitives occidentales entraînant des humiliations et des exclusions n'ont fait que raviver les tensions et furent au détriment de la paix européenne. Elles ont obligé la Russie à devenir plus « pragmatique » par rapport à ses intérêts dans les Balkans et à garantir son statut par l'intervention dans les affaires européennes et internationales. Même si la guerre ouverte entre les grandes puissances a été depuis longtemps écartée, la région des Balkans reste éminemment stratégique dans la lutte d'influence, que ce soit par le biais énergétique, institutionnel, identitaire ou sécuritaire. La posture considérée comme offensive de la Russie est en réalité une réaction à une attaque de l'identité russe. Le retour de la Russie sur l'échiquier géopolitique est dans ce sens une réaction au regard de ses intérêts nationaux... et était donc prévisible.

⁵⁵ Tim Boersma, « The Cancellation of South Stream is a Pyrrhic Victory, At Best », *Brookings Institute*, 18 décembre 2014.

Darya Korsunskaya, « Putin drops South Stream gas pipeline to EU, courts Turkey », *Reuters*, 1^{er} décembre 2014.

⁵⁶ Cela s'explique par son désir de transformer la CSCE, institution dont la Russie était membre, en une institution qui remplacerait l'OTAN vis-à-vis de la question des responsabilités sécuritaires en Europe.

⁵⁷ James Headley, *Russia and the Balkans : Foreign Policy from Yeltsin to Putin, op. cit.*, p. 42-43.

Bibliographie

- Peter Baker, « In secret letter, Obama offered deal to Russia », *The New York Times*, 3 mars 2009.
- Lionel Beehner, « Russia's Beef with Regional Arms Control », *Council on Foreign Relations*, 16 juillet 2007.
- Robin Blackburn, « Kosovo : The War of NATO Expansio, », *New Left Review*, n° 235, 1999, p. 107-123.
- Tim Boersma, « The Cancellation of South Stream is a Pyrrhic Victory, At Best », *Brookings Institute*, 18 décembre 2014.
- Case of Ilascu and Others v. Moldova and Russia*, Application n° 48787/99, European Court of Human Rights, Strasbourg, 8 juillet 2004.
- Lenard J. Cohen, « Russia and the Balkans : Pan-Slavism, Partnership and Power », *International Journal*, Vol. 49, n° 4, Russia's Foreign Policy, Autumn 1994, p. 814-845.
- « Gas Supplies to Europe », *Gazprom Export*, 2016.
- Vicktor Gobarev, « Russia-NATO relations after the Kosovo crisis : Strategic implications », *The Journal of Slavic Military Studies*, vol. 12, n° 3, p. 1-17.
- Alexander Gusev, Kirsten Westphal, « Russian Energy Policies Revisited », *Stiftung Wissenschaft und Politik*, SWP Research Paper 8, 2015, p. 54.
- James Headley, *Russia and the Balkans : Foreign Policy from Yeltsin to Putin*, Hurst Publishers Ltd., 2008.
- William H. Hill, « Making Istanbul a Reality : Moldova, Russia and the Withdrawal from Transnistria », *Helsinki Monitor*, n° 2, 2002, p. 129-145.
- William H. Hill, *Russia, the Near Abroad, and the West : Lessons from the Moldova-Transdnestrian Conflict*, Woodrow Wilson Center Press/The John Hopkins University Press, 2012.
- Interview avec TF1, *The Kremlin*, Paris, 11 février 2003.
- Barbara Jelavich, *Russia's Balkan entanglements : 1806-1914*, Cambridge University Press, 1991.
- Darya Korsunskaya, « Putin drops South Stream gas pipeline to EU, courts Turkey », *Reuters*, 1 décembre 2014.

- Konstantin Kosachev, « Values for the Sake of Unification », *Russia in Global Affairs*, 9 avril 2010.
- Paul Kubicek, « Russian Foreign Policy and the West », *Political Science Quarterly*, vol. 114, n° 4, Winter 1999-2000, p. 547-568.
- Magda Leichtova, *Misunderstanding Russia : Foreign Policy and the West*, Ashgate, 2014.
- Thomas Lindemann, *Causes of War: The Struggle for Recognition*, ECPR Press, 2010.
- Thomas Lindemann, *Sauver la face, Sauver la Paix : Sociologie Constructiviste des crises Internationales*, L'Harmattan, 2010.
- V.A. Litskay, « Prospects of the Pridnestrovian conflict in the settlement of the modern foreign policy realities », p. 19-20, S.I. Beril, *et al.* (éds.), *The International Law and Modern World Realities : The Pridnestrovian oldavian Republic as a full-fledged state*, T.G. Shevchenko Pridnestrovian State University, Perspektiva, Tiraspol, 2006.
- Dmitry Medvedev, « Statement in Connection with the Situation Concerning the NATO Countries' Missile Defence System in Europe », *The Kremlin*, Gorki, 23 novembre 2011.
- « Moscow Needs More Predictability in NATO Missile Defense Plans », *RIA Novosti*, 23 octobre 2013.
- Michelle Murray, « Construction the July Crisis : The Practice of Recognition and the Making of the First World War », Christopher Daase *et al.* (éds.), *Recognition in International Relations : Rethinking a Political Concept in a Global Context*, Palgrave Macmillan, 2015, p. 68-85.
- Jan Muś, « Peripheral Position of the Balkans and its Future with Russia », in Jan Muś (éd.), *Russia in the Balkans. Threat or Opportunity ?*, Instytut Europy Środkowo-Wschodniej, Yearbook of the Institute of East-Central Europe, vol. 13, n° 5, 2015, p. 107-121.
- Christian Nünlist, « The Western Balkans Between Europe and Russia », *Center for Security Studies (CSS)*, n° 170, mars 2015, p. 4.
- « Parvanov to Bush: Bulgaria Backs Any Shield Not Aimed at Third Country », *Novinite.com*, 11 juin 2007.
- John Roberts, « After the war : the Southern Corridor », in : Adrian Delleker, Thomas Gomart, *Russian Energy Security and Foreign Policy*, Routledge, 2011, p. 170-187.
- Chrēstos L. Rozakēs et Petros N. Stagos, *The Turkish Straits*, Martinus Nijhoff Publishers, 1987.

- Cedric Ryngaert, Sven Sobrie, « Recognition of States : International Law or Realpolitik ? The Practice of Recognition in the Wake of Kosovo, South Ossetia, and Abkhazia », *Leiden Journal of International Law*, vol. 24, 2011, p. 467-490.
- Alan Ned Sabrosky, « From Bosnia to Sarajevo : A Comparative Discussion of Interstate Crises », *The Journal of Conflict Resolution*, vol. 19, n° 1, 1975, p. 3-24.
- David A. Shlapak et Michael W. Johnson, « Reinforcing Deterrence on NATO's Eastern Flank : Wargaming the Defense of the Baltics », *RAND Corporation*, 2016, p. 15.
- Angela Stent, *The Limits of Partnership : U.S.-Russian Relations in the Twenty-First Century*, Princeton University Press, 2014.
- Andrey Vavilov, *Gazprom : An Energy Giant and Its Challenges*, Palgrave Macmillan, 2015,
- Olivier Wates, « Kremlin declares Bosnia role a diplomatic triumph », *Reuters News*, 21 février 1994.
- Vlada Tkach, « Moldova and Transdnistria: Painful Past, Deadlocked Present, Uncertain Future », *European Security*, vol. 8, n° 2, Spring 1999, p. 130-159.
- Trevor Waters, « Moldova : continuing recipe for instability », *Jane's Intelligence Report*, 1 septembre, 1996.
- Trevor Waters, « Security in post-Soviet Moldova », p. 133-150, P. Graeme Herd, Jennifer D.P. Moroney, (éds.), *Security Dynamics in the Former Soviet Bloc*, Routledge Curzon, 2003, p. 133-150.
- Shaun Waterman, « Russia threatens to strike NATO missile defense sites », *The Washginton Times*, 3 mai 2012.
- Steven Woehrel, « Kosovo : Current Issues and U.S. Policy », *Congressional Research Service*, RS21721, 12 avril, 2010, p. 10.
- Slavoj Zizek, « Against the Double Blackmail », *Third Text*, vol. 13, n°, 47, 199, p. 39-50.
- Roberto Zadra, « NATO, Russia and Missile Defence », *Survival*, vol. 56, n° 4, p. 51-61.